

L'Abeyille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistre à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an \$2.50
Par les Etats-Unis, un an \$3.00
Par mois \$0.25

La Degringolade du Mark

Au taux normal d'avant la guerre, le mark allemand valait, en monnaie américaine, 23 cents 8; il était donc, à peu de chose près, l'équivalent de notre pièce de 25 cents.

Hier, la valeur du mark allemand était cotée à New-York, au taux de 0.0064, autrement dit, trois marks représentaient un peu moins de deux cents.

Un richard allemand d'avant la guerre, possédant une fortune d'un million, s'il l'eût changé en monnaie américaine, aurait reçu \$238,000; il ne recevrait plus aujourd'hui pour son million de marks, à New-York, que \$6,400!

Son million de marks placé à 4 pour cent, à New-York, en 1914, lui assurait un revenu de \$9,720; aujourd'hui, ce même million, placé aux Etats-Unis, même au taux de 6 pour cent, lui donnerait un revenu de \$384; de quoi vivre deux mois à peine, à New-York, bien chichement.

Cet exemple illustre de façon claire et saisissante la situation créée par la dégringolade formidable du mark allemand.

Les conséquences économiques, en particulier au point de vue commercial, sont évidentes. Un manufacturier allemand ayant à découler des produits évalués au prix marchand, en Allemagne, à un million de marks, s'il les vend à New-York, recevra en retour \$6,400.

Supposons qu'il s'agisse d'un article d'une valeur de 10 marks et qu'il en vende 100,000, l'acheteur américain se trouve donc payer, en fait \$0,064, un peu moins de 6 cents et demi, un article coté 10 marks en Allemagne, un article qui, au taux de 1914, représentait donc \$2.30.

Cette valeur d'avant-guerre, ces \$2.30, dans les conditions actuelles, est certainement inférieure au coût de l'article similaire fabriqué aujourd'hui par le manufacturier américain. Il est raisonnable de croire qu'avec la hausse des salaires, ce manufacturier américain qui, avant 1914, pouvait fabriquer cet article de façon à le vendre le même prix que son concurrent allemand, ne peut le produire aujourd'hui à moins de \$3, probablement davantage.

Alors même que le droit de douane serait porté à 50 pour cent, et calculé, comme en Canada, sur une dépréciation de 50 pour cent du mark, c'est-à-dire sur un prix de \$1.15, l'importateur américain pourrait se procurer l'article allemand au prix total de \$0,639 (\$0,064 pour l'achat, \$0,575 pour frais de douane).

Comment le manufacturier américain, à qui il en coûte \$3 au moins pour produire cet article, pourrait-il soutenir la concurrence allemande, qu'offre l'objet similaire pour 0.63 ou 0.64 cents, même si l'importateur américain, prélevant un bénéfice de 100 pour 100, l'offre en vente pour \$1.25?

On s'explique l'appréhension qui se manifeste un peu partout, mais surtout à New-York et à Londres, contre la concurrence industrielle de l'Allemagne, si formidablement favorisée par le change.

Il y a un mais, cependant, et dont il convient de tenir compte.

S'il est vrai que, pour le moment, l'Allemagne est capable de fournir les marchés étrangers à de pareils prix, rendant impossible toute concurrence, ce n'est que pour une période limitée.

En effet, l'Allemagne, pour maintenir sa production industrielle, est forcée d'importer une énorme proportion de ses matières premières.

Et, alors, les tables se retournent contre elle. Si elle achète du cuivre, qui est coté en ce moment 13 cents la livre, ce cuivre lui reviendra à plus de 19 marks la livre, l'équivalent, au taux normal du change, de \$4.40 la livre. Cette énorme plus-value du coût de la matière première nécessaire à l'industrie allemande fera alors plus que compenser le bas prix de la main-d'œuvre allemande.

En définitive, il n'y a donc pas lieu de s'alarmer outre-mesure de cette crise; elle ne peut être que passagère.— Presse, Montreal.

Ludendorff et la Paix

Le *Matin* a donné à Ludendorff l'occasion de faire connaître au public français sa pensée sur la guerre et la paix. Si nos confrères fournissent aux protagonistes du régime déchu le moyen d'exposer en France leur défense et leurs projets, sans que ces plaidoyers germaniques soient suivis des réfutations nécessaires, la tâche des bureaux de la Wilhelmstrasse sera singulièrement simplifiée.

Ludendorff pose d'abord en principe qu'une guerre de revanche de l'Allemagne contre les Alliés, et spécialement contre la France, est pour un temps qu'on ne peut prévoir complètement impossible au point de vue technique militaire. C'est à peu près exact. Mais cette constatation ne doit nullement nous rassurer. Pour la France le danger actuel ou prochain ne consiste pas une agression analogue à celle de 1914. Il naîtra de complications successives à la faveur desquelles l'Allemagne occupera certaines positions d'où nous ne pourrions la déloger qu'en prenant certaines initiatives. Tandis que se développeront ces événements l'Allemagne aura le temps de se mettre sur un pied tel que la France peut se trouver dans un extrême embarras. Il convient à ce propos de ne jamais oublier que pendant plus de dix ans l'Allemagne disposera de cadres et d'effectifs très considérables ayant fait la guerre, entraînés à la guerre, et pouvant la faire de nouveau sans entraînement spécial. La création d'engins de guerre nouveaux, fabriqués en secret, suppléerait dans une certaine mesure à la destruction du matériel de 1918. Le dessein de Ludendorff et des revanchards est d'amener la France à perdre de vue ces éventualités, à considérer seulement les questions économiques et à choir doucement dans une demi-impuissance. Nous devons donc être plus attentifs que jamais et conduire notre politique de telle façon que si, par malheur, nous étions provoqués à prendre des initiatives, nous soyons sûrs d'être soutenus.

Ludendorff insiste ensuite sur la solidarité économique de tous les Etats européens. Il a raison. Mais la politique allemande d'avant-guerre avait pour objet d'obtenir l'hégémonie économique et celle d'aujourd'hui tend au même but par des voies détournées. Contraint de renoncer provisoirement aux moyens militaires, Ludendorff nous recommande aujourd'hui une association à défaut de laquelle, prétend-il, toute l'Europe s'effondrera. Lui qui a tout fait pour détruire la force russe nous invite à la rétablir de concert avec l'Allemagne; c'est ce qu'il appelle la délivrance du peuple russe et la reconstruction économique de la Russie. S'étant servi de la France pour abattre le bolchévisme et ouvrir à l'industrie et à l'influence allemandes de larges débouchés dans l'ancien empire des tsars qu'il a lui-même livré aux bolchévistes en 1917, il se servirait ensuite d'une Russie asservie économiquement à l'Allemagne pour annihiler le traité de Versailles et reconquérir toutes les positions perdues de 1918 à 1920. "Oubliez, nous dit-il; tendons-nous la main et commençons ensemble une ère nouvelle et heureuse de l'histoire." Cela signifie: Qu'il n'y ait ni vainqueurs, ni vaincus... ni réparations de dommages, ni contrôle des fabrications de guerre dans le Reich, ni traité de Versailles. De même qu'après l'échec de l'attaque brusquée de 1914 on nous proposait la réconcilia-

tion, accompagné de garanties prémunisantes... l'Allemagne contre le renouvellement d'une pareille éventualité, de même on nous demande aujourd'hui d'aider cette malheureuse Allemagne à regagner dans le monde la situation économique qu'elle a perdue. Pour tout bon Allemand la solidarité économique doit aboutir à l'étranglement de l'associé, dès qu'on n'a plus besoin de lui.

Après avoir consigné dans un protocole les résultats de cet entretien que notre confrère qualifie d'officiel, Ludendorff a bien voulu se laisser aller à des propos non officiels sur la guerre. Il a justement loué le "magnifique travail" du général Pétain en 1917 et admiré la "reconstitution morale d'une armée où la propagande bolchévique faisait des ravages." Mais il s'est plaint, comme il ne cesse de le faire depuis sa chute, de n'avoir pas été soutenu dans les mêmes circonstances par "des gouvernements qui faisaient leur devoir." Son hypocrisie incurable éclate ici plus qu'ailleurs. Personne en Allemagne, en effet, n'est plus responsable que Ludendorff de l'effacement du gouvernement civil. Il a exercé une véritable dictature. Il a soumis à sa volonté les chanceliers et les ministres. Il s'est constamment opposé, même dans l'été 1918, à ce que le gouvernement rassurât le monde sur le sort de la Belgique. Après la démission de Bethmann-Hollweg, il a manié Michaelis et Hertling comme des pantins. Il s'ingérait directement dans la gestion des différents ministères et donnait des instructions aux Affaires étrangères. Hindenburg et lui ont réclamé la guerre sous-marine à outrance parce que, gémissait le vieux maréchal, c'était la dernière chance. L'état-major, dirigé par Ludendorff, est responsable de toute la politique allemande pendant la guerre. Quand tout s'est écroulé, il a supplié les civils de demander la paix, la paix à tout prix. Il a enjoint à Erzberger de signer l'armistice sans réserves. Et maintenant Ludendorff rejette sur les éléments civils la responsabilité de sa défaite!

Pour finir il évoque devant nos yeux le spectre d'une seconde révolution. L'Allemagne n'a pas encore eu sa révolution. Les institutions féodales n'y sont pas détruites. Sous prétexte qu'il importait avant tout d'arrêter le bolchévisme, on a arrêté à la fin de 1918 le cours de la révolution allemande. On a eu tort. Les féodaux, c'est-à-dire les partisans de l'absolutisme militariste, relèvent la tête. Ils se déclarent indispensables. Ils osent faire appel à notre concours. Il faut qu'ils soient mis dans l'impossibilité de nuire.—A. G.

Le troisième centenaire de Molière

Dans cinq mois le troisième centenaire de la naissance de Molière va être célébré. Nous avons voulu savoir quelles dispositions ont été prises par la Comédie-Française et, quelques heures avant de partir pour Copenhague, M. Em. Fabre a bien voulu nous entretenir de ses projets:

"Le premier point de mon programme, nous a-t-il dit, est d'être prêt à jouer, dans le courant d'un mois—le mois de janvier 1922—toutes les œuvres de Molière, ou plus précisément vingt-six pièces, dans leur intégralité, à l'exception toutefois de trois ou quatre dont je vous parlerai tout à l'heure. Cela représente un travail considérable, et la reprise, par exemple, il y a deux ans, de *Dom Juan*, et celle, l'année dernière, du *Cocu imaginaire*, ont été faites en vue de ce projet, de même que la reprise prochaine—dans une quinzaine de jours—du *Sicilien*, et celles qui suivront, avant la fin de l'année, des *Fâcheux* et de la *Princesse d'Elidé*.

"Le second point du programme est d'obtenir du gouvernement, de la Ville de Paris et de l'Université, qu'ils s'associent aux solennités, de manière qu'elles aient le plus d'ampleur possible. L'Italie vient de nous donner l'exemple en glorifiant la mémoire de Dante.

"Le troisième point a pour objet l'organisation d'une exposition qui sera en

partie momentanée et en partie définitive.

"Premier point: nous allons donc, dans l'espace d'un mois, permettre au public de parcourir toute l'œuvre de Molière. Nous entendons donner des représentations intégrales, avec l'exécution de la musique et des ballets pour les pièces qui en comportent. J'ai déjà fait copier toutes les partitions, et le travail des répétitions est depuis longtemps en train. Nous ne jouerons pas *Mélicerte*, parce que Molière n'en a écrit que les deux premiers actes et n'a pas jugé à propos d'achever la pièce qui, telle qu'elle est, nous a semblé ne présenter qu'un intérêt de lecture.

"Nous ne jouerons, du *Dépit amoureux*, que les quelques scènes qui sont restées au répertoire. Nous avons voulu essayer de répéter les cinq actes en entier, et nous avons pu nous convaincre qu'il n'y a pas lieu de faire les frais de leur représentation. Il en est de même de *Don Garcia de Navarre*, dont nous ne donnerons qu'un fragment et de *Psyché*, dont nous n'exécuterons que le prologue, le premier acte, la première scène du second et la première scène du troisième, soit tout ce que Molière a écrit de la pièce, puisque le reste a été mis en vers par Corneille.

"Second point. Du gouvernement, nous voudrions obtenir qu'il envoyât dans le monde entier des missions de conférences et de représentations et qu'il invitât des représentants de toutes les nations civilisées à venir assister à Paris à la célébration du centenaire. A l'Université—et j'ai déjà eu à ce sujet plusieurs entrevues avec M. Appell, qui s'est montré tout à fait disposé à seconder mon projet, nous demanderons des cérémonies solennelles à la Sorbonne; l'envoi par groupes successifs, à nos représentations qui se répéteront tout le long de l'année, d'étudiants et d'élèves de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, ainsi que des écoles normales; des cours spéciaux dans tous les établissements scolaires, etc.

"Troisième point: Le musée Molière. Nous avons été assez heureux—et de cela nous devons être très reconnaissants à M. Paul Léon, directeur des beaux-arts—pour être mis en possession de toute la partie du Palais-Royal qui était autrefois occupée par les locaux de la Cour des Comptes. C'est là que nous installons nos salles d'exposition. Portraits, bustes, tableaux, éditions anciennes, costumes, estampes, etc., tout, en un mot, ce qui pourra évoquer le souvenir du maître ou se rapporter à sa tradition en fera le fond.

"Pour l'exposition momentanée qui, nous l'espérons pourra se prolonger durant toute l'année, nous obtiendrons aisément le prêt d'œuvres qui figurent dans des musées ou des bibliothèques, comme par exemple le célèbre portrait de Molière par Mignard que conserve le musée Condé à Chantilly et celui du musée de Montpellier, œuvre de Sébastien Bourdon. Nous espérons que le British Museum voudra bien nous confier deux signatures de Molière qu'il possède; nous en possédons d'ailleurs nous aussi, ainsi que la Bibliothèque nationale et le musée des Archives; les archives de Montpellier nous prêteront les deux reçus de quelques lignes qui, à part ces signatures, sont les seuls spécimens restés jusqu'à nous, de l'écriture de Molière, etc. En outre, nous aurons, pour constituer le musée permanent, tout ce que nous possédons ici, dans la maison, et que nous grouperons dans un seul local. Entre autres trésors récemment acquis par la Comédie-Française, faut-il vous rappeler la précieuse collection des œuvres en éditions originales que nous a léguée M. Rondel? Nombre de portraits peints: celui de Mignard représentant Molière dans le rôle de César de la tragédie de *Pompée*; celui de Coyvel; d'autres encore, et particulièrement celui-ci, qui est également attribué à Mignard, qui a été longtemps en Russie en qui vient de nous être donné? Votre imagination vous permettra aisément de prévoir bien d'autres choses qui compléteront cet ensemble.

"Tel est dans ses grandes lignes, nous dit en terminant M. Emile Fabre, le projet dont nous poursuivons l'exécution."—P.